

Population résidente

Une population jeune et des fragilités sociales importantes

- Le département le plus peuplé de la région (3^e le plus peuplé de France).
- La population du département augmente à un rythme proche du niveau régional, essentiellement dû au solde naturel. Le taux de natalité dans le département est l'un des plus élevés de la France métropolitaine.
- La part de jeunes dans la population est importante, en lien également avec la présence de pôles universitaires sur le territoire.
- Les habitants sont plus souvent diplômés de l'enseignement supérieur. Les proportions de non-diplômés et de jeunes non insérés (ni en études ni en emploi) sont semblables au niveau régional.
- Toutefois, le taux d'emploi est le plus faible de la région et le taux de pauvreté est l'un des plus élevés. Les communes de Marseille, Arles et Tarascon sont les plus touchées par la pauvreté.

2 019 720 habitants, soit **40 %** de la population régionale

30 % ont **moins de 25 ans** (28 % en région)

39 % ont **50 ans ou plus** (42 % en région)

22 % ont un **niveau CAP-BEP** (23 % en région)

Source : Insee – RP 2014-2018, millésimé 2016.

Tissu économique

Une économie diversifiée

- Comme l'ensemble des départements de la région, la part de l'économie présentielle (activités à destination de la population résidente ou touristique) est majoritaire.
- Pour autant, avec la présence de grands établissements industriels (Airbus Helicopters à Marignane, Arcelormittal à Fos-sur-Mer, Stmicroelectronics à Rousset) les emplois dans la sphère productive sont plus représentés qu'en région.

69 800 établissements actifs employeurs, soit **37 %** des établissements de la région

83 % de **moins de 10 salariés** (85 % en région)

34 % d'emplois salariés dans la **sphère productive** (29 % en région)

Principaux établissements employeurs :

Airbus Helicopters — Construction aéronautique et spatiale (8 000 à 8 999 ETP)

Région Provence - Alpes - Côte d'Azur — Administration publique générale (5 000 à 5 999 ETP)

Département des Bouches-du-Rhône — Administration publique générale (5 000 à 5 999 ETP)

La Timone hôpital d'adultes — Activités hospitalières (5 000 à 5 999 ETP)

Commune de Marseille (service de la vie scolaire) — Administration publique générale (4 000 à 4 999 ETP)

- Le département bénéficie d'une économie diversifiée, avec une surreprésentation des secteurs du transport par eau (avec le Grand port maritime de Marseille) et de la métallurgie (deux fois plus représentés sur le département qu'en région), mais également des industries de pointe ou de la R&D scientifique (CEA de Cadarache).

Top 5 des secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois (NA 38)

1. Commerce **13 %**
2. Administration publique **12 %**
3. Enseignement **8 %**
4. Santé **8 %**
5. Transports, entreposage **7 %**

Source : Insee – Flores 2018.

Secteurs les plus spécifiques* au département (NA 88) :



* Secteurs plus représentés dans l'emploi du département qu'au niveau régional.
Source : Insee – Flores 2018.

Directrice de publication
Sylvette Avallet

Réalisation
Fanny Bremond
Somoudom Inthavong



POUR ALLER PLUS LOIN

[L'essentiel de l'emploi-formation](#)

[Site de datavisualisation](#)

Davantage d'emplois qualifiés sur le département

- Le département concentre une part importante de l'emploi régional et affiche la plus faible part d'emplois non salariés.
- Entre 2007 et 2019, l'emploi total (salarié et non salarié) a augmenté de manière plus prononcée qu'en région. Cette hausse est portée par les activités tertiaires (marchandes et non marchandes).
- Les caractéristiques des actifs en emploi sont semblables à celles du niveau régional (48 % de femmes et 62 % de personnes de 25 à 49 ans).
- En revanche, la part de diplômés de l'enseignement supérieur y est plus importante (44 % pour 40 % au niveau régional).
- La proportion d'emplois de catégories intermédiaire ou supérieure est la plus élevée de la région (près d'un actif en emploi sur deux).
- Les cinq premiers métiers exercés sont : Agents d'entretien (5 %) ; Enseignants (4 %) ; Employés administratifs de la fonction publique (cat. C, 3 %) ; Cadres des services administratifs, comptables et financiers (3 %) ; Conducteurs de véhicules (3 %).
- Les Personnels d'études et de recherche (dans l'industrie principalement) et les Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie sont plus représentés sur le département qu'au niveau régional, en lien avec la spécificité sectorielle du territoire.

923 050 personnes en emploi, soit **43 %** des emplois de la région

+ 0,9 % en moyenne par an entre 2007 et 2019
(+ 0,7 % en région)

11 % de non-salariés
(14 % en région)

Source : Insee – Estimations d'emploi total 2019.

85 % des salariés en CDI ou titulaire fonction publique
(85 % en région)

48 % d'emplois de cadres ou professions intermédiaires
(43 % en région)

Source : Insee – RP 2014-2018, millésimé 2016.

Métiers les plus spécifiques* au département (FAP 87) :

- | | |
|---|---|
| 1. Personnels d'études et de recherche | 4. Techniciens et agents de maîtrise (TAM) des industries mécaniques |
| 2. Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie | 5. Agents administratifs et commerciaux des transports et du tourisme |
| 3. Cadres du BTP | 6. Cadres des services administratifs, comptables et financiers |

* Métiers plus représentés sur le département qu'au niveau régional.
Source : Insee – RP 2014-2018, millésimé 2016.

Zoom sur... l'industrie

Le département des Bouches-du-Rhône concentre les activités industrialo-portuaires de la région. 10 % des salariés du département sont employés dans un établissement du secteur de l'industrie (9 % en région). Cette part s'élève à 17 % dans la zone d'emploi de Martigues - Salon.

Durant la première année de crise sanitaire, la situation de l'emploi du département a été moins dégradée que celles des départements alpins. L'industrie a moins souffert qu'au niveau national, du fait de la particularité de son tissu productif et du soutien des acteurs publics. Elle est revenue à un niveau « normal », portée par le marché intérieur et des signaux positifs à l'export. « Certes, la production a été ralentie, mais elle a su se maintenir grâce aux aides publiques de l'État et des collectivités territoriales dans différentes filières comme l'aéronautique, énergie et nucléaire, la microélectronique... » (CMQ).

Plusieurs actions développées en lien avec les priorités régionales ont permis davantage de résilience, comme l'accompagnement des entreprises aux mutations numériques et écologiques, ou le développement de formations pour répondre à leurs besoins de compétences. Mais pour l'industrie, l'un des défis majeurs à relever réside dans l'attractivité de ses métiers.

Le projet Henri Fabre illustre ces priorités et contribue à consolider l'écosystème industriel régional. En effet, il a pour vocation de bâtir l'industrie du futur et pour but de construire un nouveau modèle de développement industriel, plus collectif et collaboratif. Le projet s'articule autour de deux volets :

- **Industriel**, dont l'offre est portée par l'association Team Henri Fabre : accompagnement des entreprises industrielles de toutes tailles, en leur permettant de partager ressources, moyens, compétences et expertises en multi-filières (énergie, médical, aéronautique, naval, transport).
- **Territorial**, dont l'offre est portée par les acteurs publics et industriels, avec pour objectif de développer l'attractivité de la Métropole Aix-Marseille Provence et d'attirer de nouvelles entreprises.

Un axe transversal important est accordé à la formation, pour satisfaire les besoins en compétences des industries concernées, répondre aux enjeux de mutation économique, améliorer l'attractivité des formations techniques.

Un taux de chômage toujours élevé

- Bien que l'écart ait tendance à se réduire depuis 2014, le taux de chômage dans les Bouches-du-Rhône reste légèrement supérieur au taux régional.
- Les caractéristiques des demandeurs d'emploi (sexe, âge, niveau de formation et de qualification) sont semblables à celles observées au niveau régional.
- Près de la moitié des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis au moins un an à Pôle emploi (comme en région).
- Les cinq premiers métiers recherchés par les demandeurs d'emploi sont ceux d'Agents d'entretien, Vendeurs, Professionnels des arts et des spectacles, Conducteurs de véhicules et Secrétaires.
- Les métiers les plus en tension sur le département sont semblables à ceux du niveau régional. Il s'agit en premier lieu de métiers à fortes composantes techniques ou technologiques, du domaine de l'informatique, de l'électricité, électronique, du BTP, de la mécanique, travail des métaux...

205 490 demandeurs d'emploi, soit **41 %** des DE de la région

50 % de femmes
(51 % en région)

12 % ont moins de 25 ans
(12 % en région)

26 % ont 50 ans ou plus
(28 % en région)

14 % sont non-diplômés
(14 % en région)

48 % inscrits depuis un an et plus
(47 % en région)

Source : Drees, Pôle emploi – DEFM ABC, année 2020.

Métiers les plus en tension dans le département en 2019 (FAP 225) :

1. Ingénieurs et cadres d'étude, R&D en informatique, chefs de projets informatiques
2. Ingénieurs et cadres des télécommunications
3. Ingénieurs et cadres de la logistique, du planning et de l'ordonnancement
4. Techniciens en électricité et en électronique
5. Dessinateurs en mécanique et travail des métaux
6. Ingénieurs du BTP, chefs de chantier et conducteurs de travaux (cadres)
7. Agents qualifiés de traitement thermique et de surface
8. Dessinateurs en BTP
9. Couvreurs
10. Mécaniciens et électroniciens de véhicules

Source : Dares, Pôle emploi – Indicateur de tension 2019.

Zoom sur... des métiers de techniciens et d'ingénieurs dans les énergies de demain

Parmi les métiers emblématiques des réseaux électriques intelligents, certains sont plus représentés sur le département qu'au niveau régional (comme les Ingénieurs et cadres d'étude, R&D et les Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie) ou sont en forte tension (comme les Ingénieurs et cadres d'étude, R&D en informatique ou les Techniciens en électricité et électronique). Cinq métiers, de techniciens ou ingénieurs, ont fait l'objet de diagnostics approfondis, mettant en lumière des enjeux emploi-formation.

Métiers de techniciens :

- Des **difficultés de recrutement**, exprimées par les employeurs.
- Des besoins de **polycompétences**, renforcés par les smart grids (électricité, informatique et télécom) et de **spécialisation**, en adaptant les formations existantes (création de modules en informatique et télécom, renforcement des formations préparant une habilitation permettant une employabilité rapide).
- Un **niveau de formation requis**, allant du bac pro au BTS, mais nécessairement complété par des formations internes.
- Des métiers à **forte technicité**, acquise notamment par le développement de l'alternance, permettant une adaptation au poste des moins expérimentés.

Métiers d'ingénieurs :

- Des **difficultés de recrutement**, exprimées par les employeurs (PME).
- Des métiers amenés à **s'adapter aux évolutions**, notamment à l'essor du domaine du numérique dans le domaine de l'énergie.
- Des **besoins en compétences**, en lien avec les big data et les compétences transversales (compétences en stockage, traitement et sécurisation de données informatique).

Source : Les Smart grids : quelle évolution pour les techniciens et les ingénieurs ?, ORM, « Grand angle », n° 10, septembre 2018.

Une offre de formation initiale orientée vers l'enseignement supérieur

- Le département rassemble près de la moitié des jeunes en formation initiale de la région. Avec la présence du pôle universitaire d'Aix-Marseille, l'enseignement supérieur y est plus développé et les Bouches-du-Rhône concentrent plus de la moitié des étudiants de la région.
- Bien que la part de l'apprentissage en formation initiale soit la plus faible de la région, les effectifs d'apprentis ont fortement augmenté en deux ans dans ce département.

162 630 lycéens, étudiants, apprentis en formation initiale, soit **47 %** des personnes en FI en région

+ 2 % entre 2016 et 2018
(+ 0,7 % en région)

7 % en apprentissage
(8 % en région)

Sources : Conseil régional, Draaf, Drees, Éducation nationale – Effectifs en FI 2018.

Une offre de formation continue diversifiée

- Du côté de la formation continue des demandeurs d'emploi, les objectifs des entrées en formation sont en premier lieu l'acquisition d'une certification, puis le perfectionnement ou l'élargissement des compétences, comme au niveau régional.
- Les certifications préparées dans le cadre de la commande publique couvrent l'ensemble des niveaux de formation, avec une part importante de CQP ou d'habilitations, comme en région (40 %).
- La quasi-totalité des filières de formation sont dispensées sur le département. La filière « Formations industrielles » y est un peu plus présente, en lien avec l'orientation industrielle de certains territoires.

11 080 demandeurs d'emploi ont suivi une **formation certifiante – commande publique**, soit **47 %** des stagiaires de la région

Sources : Conseil régional, DR AFPA, DR Pôle emploi – Effectifs en FC 2018.

Le département face à la crise : éléments de conjoncture

En **Provence - Alpes - Côte d'Azur**, le **4^e trimestre 2020** est marqué par une rechute modérée de l'économie, liée aux mesures du 2^e confinement : ralentissement de l'emploi salarié, baisse des Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) et des reprises d'emploi ; augmentation de l'Indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) et des recours aux reports de cotisations. Au terme de cette année inédite, la situation régionale apparaît toutefois plus favorable qu'au niveau national.

Les **Bouches-du-Rhône** affichent des indicateurs moins dégradés qu'au niveau régional (les départements alpins étant les plus impactés par la crise). Sur un an, l'**emploi salarié** (y compris intérim) a baissé de $-0,2\%$ sur le département (contre $-0,8\%$ en région). Comme au niveau régional mais dans des proportions moindres, le **tertiaire marchand** est celui qui pâtit le plus de la crise ($-1,5\%$ en un an, soit 6 350 emplois en moins sur le département). L'**industrie** perd également des emplois ($-1,4\%$, soit 1 150 emplois en moins). Les sous-secteurs les plus touchés étant la *fabrication de matériels de transport* et la *fabrication d'autres produits industriels*. Cette baisse dans l'industrie est plus marquée qu'au niveau régional ($-0,7\%$) mais les pertes sont concentrées sur le 1^{er} trimestre 2020 et concernaient surtout l'intérim. Dans la **construction** et le **tertiaire non marchand**, l'emploi a en revanche résisté et cela de manière plus prononcée qu'en région : $+2,2\%$ en un an dans la construction ($+1,8\%$ en région) et $+1,7\%$ dans le tertiaire non marchand ($+1,1\%$).

Les **DPAE** (hors intérim) impactées par un nouveau confinement au 4^e trimestre, diminuent de -18% sur un an dans le département (-29% en région). Les embauches pour les établissements des **Hôtels, cafés et restaurants**, dont l'activité reste fortement restreinte, reculent de -77% dans le département (-78% au niveau régional). Seules les DPAE dans le secteur de la construction progressent sur un an, et de manière plus forte sur le département ($+7,6\%$ contre $+0,9\%$ en région).

Fin 2020, le **taux de chômage**, recule dans tous les départements de la région. Bien que plus élevé ($9,1\%$ contre $8,9\%$ en région), le taux de chômage dans les Bouches-du-Rhône a baissé plus vite sur un an ($-0,4$ pt contre $-0,2$ pt).

Après une forte baisse fin 2019, la **demande d'emploi** (DEFM ABC) augmente fin 2020, mais de manière plus modérée sur le département ($+2,5\%$ en un an, contre $+3,6\%$). Comme au niveau national, la crise sanitaire frappe plus durement les **hommes** et les **jeunes de moins de 25 ans**. Sur le département, la demande d'emploi chez les hommes a progressé de $+4,1\%$ par rapport à fin 2019 ($+1,1\%$ chez les femmes). Celles des moins de 25 ans a augmenté de $+4,1\%$ ($+2,9\%$ chez les 50 ans ou plus). Près d'un inscrit sur deux est un **demandeur d'emploi de longue durée** (inscrits depuis un an ou plus) ; une part qui a augmenté de 2 points en un an (comme au niveau régional).

Fin décembre 2020, plus de 85 700 allocataires perçoivent le revenu de solidarité active (**RSA**) sur le département, soit une augmentation de $+9,2\%$ en un an ($+11,7\%$ au niveau régional).

Sources : Observation Partenariale de la Conjoncture, Communiqué, n° 46, 4^e trimestre 2020 ; « Crise sanitaire : un choc amorti sur le marché du travail en 2020 », La note de conjoncture de la Dreets Provence - Alpes - Côte d'Azur, n° 1, 4^e trimestre 2020.